

La politique méditerranéenne d’Erdogan et ses conséquences pour la France

Jean-Valère Baldacchino

Président du GRAC

28 mars 2020

La Turquie a, ces derniers temps, une place de choix dans les actualités due aux multiples déclarations de son président Erdogan, aux tensions engendrées avec divers pays en lien avec les hydrocarbures, ainsi qu’à son intervention récente en Libye.

Les choix opérés par la Turquie ne sont pas sans conséquences pour la France.

I - La politique méditerranéenne turque

La Turquie est fortement critiquée par rapport à ses invectives, ses interventions militaires en Syrie et en Libye, ou encore la politique d’influence qu’elle mène via l’islam politique.

Si l’on veut être quelque peu provocateur, on peut affirmer que, comme tous les pays, elle défend ses intérêts, ainsi que la France peut le faire, ce qui ne signifie pas que rien ne doit être remis en cause.

Un pays a une zone d’influence que l’on peut qualifier de « naturelle » ou « espérée » qui se situe à sa périphérie, plus ou moins loin de ses frontières, dans la région du monde dans lequel il s’inscrit.

Pour la Turquie cette zone d’influence se situe au Proche-Orient, et le conflit syrien, auquel elle prend part, en est un exemple concret. Pendant un certain temps les actualités ont présenté les interventions et les intérêts turcs presque seulement par le prisme oriental or, comme les derniers événements l’ont montré, la Méditerranée est également une zone que la Turquie veut investir et au sein de laquelle elle veut peser.

En réalité elle est toujours intervenue en Méditerranée, sauf que les diverses actions menées n’ont pas fait l’objet de traitement dans les médias depuis quelque temps et n’ont pas été relayées par conséquent auprès du grand public – certainement du fait que la politique de Recep Tayyip Erdogan n’était pas perçue comme particulièrement offensive ou agressive.

La Turquie est sans conteste méditerranéenne en raison de ses côtes maritimes. De plus, historiquement tournée certes vers le Proche-Orient, elle l’est également et pleinement vers le

bassin méditerranéen. Ceci est dû à son passé, celui de l'empire ottoman dont une grande partie était méditerranéenne.

Du moins, R. T. Erdogan utilise l'histoire pour justifier une visée géostratégique de type ottomaniste. L'ottomanisme dans lequel il s'inscrit consiste à développer un sentiment patriotique et identitaire exacerbé, à faire du pays une référence de l'islam politique, à être expansionniste et offensif dès que de besoin.

II - Les conséquences pour la France

La politique méditerranéenne de R. T. Erdogan a des conséquences pour la France. En effet les intérêts turcs entrent en contradiction avec les intérêts français.

En Libye, la Turquie et la France soutiennent respectivement : le gouvernement de Tripoli dirigé par Fayez el-Sarraj (islamiste) ; Khalifa Haftar (pro-laïc et pro-occidental). R. T. Erdogan vise à pouvoir profiter du gaz et du pétrole dont le pays est particulièrement riche. La France est également entrée en conflit avec la Libye entre autres pour cette raison. Ainsi les deux États y défendent des intérêts énergétiques qui les opposent.

Le fait qu'Ankara soit entré dans cette guerre n'arrange pas Paris aussi en raison des conséquences que ceci a sur la Bande sahélo-saharienne (BSS). La Libye est un pays instable, entièrement failli. L'arrivée d'un nouvel acteur dans ce conflit ne peut qu'aggraver la situation. Or, la Libye, dont les frontières sont poreuses, laisse trafiquants, mafias, islamistes... divers vecteurs d'instabilité aller et venir dans cette BSS. Celle-ci, qui traverse tout le nord de l'Afrique, est difficilement contrôlable. Il est impératif, si la France veut éviter la chute des États traversés par la Bande, de veiller à ce qu'un certain contrôle soit assuré, et pour cela, que les vecteurs d'insécurité puissent être maîtrisés voire éliminés. En quoi la France aurait un intérêt à préserver la stabilité du nord de l'Afrique ? Le pays a, en raison de son passé, des liens politiques, diplomatiques, énergétiques et économiques forts avec ces États. Il a tout à perdre de les laisser s'affaiblir face à ceux que l'on peut nommer globalement des narco-terroristes. C'est la raison pour laquelle il est intervenu au Mali en déclenchant l'opération Serval, puis dans toute la BSS avec l'opération Barkhane. À ceci s'ajoute le fait que cette bande incontrôlée soit un corridor pour ces narco-terroristes qui mène vers l'Europe en passant par l'Espagne... après laquelle vient la France.

De plus, R. T. Erdogan, en plus de soutenir les islamistes financièrement et militairement en Libye, fait venir des djihadistes du Moyen-Orient, pour la plupart des anciens combattants de Syrie. Nombreux ont un lien direct ou indirect avec l'État islamique. Or ce dernier a déclaré que la France est l'ennemi numéro un à abattre... Ces mêmes djihadistes importés peuvent se retrouver dans la zone de non-droit qu'est la BSS et passer ainsi en France.

La Turquie joue également contre la France lorsqu'elle se sert, à des fins de chantage, de l'immigration. Elle laisse passer de nombreux immigrés qui fuient les combats en Syrie pour se rendre en Europe. Ces derniers ne viennent pas sur cet autre continent pour rester en Bulgarie, en Albanie ou en Pologne, ils visent à s'installer dans des pays industriellement plus développés et où les droits leurs sont bien plus favorables, comme en Allemagne, et surtout en France. Dans les immigrés que la Turquie laisse passer se trouvent des islamistes voire des djihadistes, ce que sait parfaitement son président.

Enfin, la politique méditerranéenne turque entre en contradiction avec celle menée par la France en raison de la course aux hydrocarbures qui s'y déroule. La Méditerranée est une zone privilégiée pour la France à une fin de diversification de ses approvisionnements en gaz et pétrole, or la Turquie vise également à diversifier ses approvisionnements – dépendant trop de la Russie et des pays du Golfe. D'où le positionnement récent de navires de guerre turcs suite aux revendications par R. T. Erdogan de supposés droits légitimes à exploiter des hydrocarbures en zones maritimes grecques et chypriotes.

III - Les solutions à envisager pour la France

Pour faire face à la politique méditerranéenne turque la France aurait intérêt à mener plusieurs actions.

Tout d'abord, il serait judicieux de se rapprocher de la Russie, ce qui commence à être fait, et ce, dans la perspective de travailler avec celle-ci pour canaliser les appétits turcs et modérer ses actions. En effet, malgré des rapports parfois tendus, Vladimir Poutine arrive à garder des liens peu ou prou corrects avec R. T. Erdogan, et a réussi à en faire un acteur de négociation dans le conflit syrien. Il pourrait en être de même pour la Libye, y compris pour la question plus globale des hydrocarbures en Méditerranée.

Sans toutefois abandonner une position de fermeté envers Ankara, Paris aurait à gagner de tenter la politique de la main tendue et de la coopération en invitant le président turc à la table des négociations.

En plus de cela, la France aurait à gagner à développer davantage de liens avec des pays du bassin méditerranéen, comme ceci est récemment le cas avec la Grèce ou Chypre (accords de défense signés suite au positionnement de bâtiments de guerre turcs aux larges de leurs côtes).

La France devrait également renforcer ses liens avec les Émirats arabes unis sur la question de la lutte contre l'islamisme. Les EAU travaillent dans ce bassin ou en Europe à contrer l'influence de l'islamisme, dont celui que promeut la Turquie.

Sur le territoire turc Emmanuel Macron pourrait apporter un soutien à l'opposition de l'AKP (le parti au pouvoir), dont la principale tendance est kémaliste (laïque).

Enfin, on peut évoquer le nécessaire, mais très difficile, retour d'une impulsion forte de l'Union pour la Méditerranée initiée par l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy en 2008 (très affaiblie aujourd'hui).